

• La Côte-de-Gaspé • Rocher Percé

Victime gaspésienne des tarifs de Trump

page 7

Photo courtoisie Développement économique



L'avenir de l'aéroport
en consultation page 5

Photo courtoisie

Chasse au blanchon :
un retour qui divise pages 10-11



Volume 1 | numéro 29 | Le mercredi 19 novembre 2025 | 24 pages

Ces lumières BRISENT LA MAGIE



**Ne troquez pas les lumières de Noël scintillantes
contre des gyrophares.**

Conduire avec les facultés affaiblies, c'est tout sauf brillant!

Salaires des élus

Chandler fait marche arrière

Après avoir adopté un règlement rétroactif au 1^{er} mai sur les règles entourant la rémunération des élus, Chandler fait marche arrière et revient aux anciennes pratiques en vigueur auparavant.

Nelson Sergerie

Le nouveau conseil a ainsi tranché lors de sa première séance depuis l'élection du 2 novembre.

Il n'est pas question de toucher aux salaires. « Il y avait une clause d'obligation d'être présent. On a dû faire cette clause dans le dernier mandat. On revient à la rémunération d'avant le mois de mai. Mais il y a zéro augmentation au niveau du salaire des élus », mentionne le maire, Gilles Daraîche.

Cette décision avait été prise à la suite de l'arrestation de l'ex-conseiller du quartier Newport, Bruno-Pierre Godbout, le 15 avril par la Sûreté du Québec. L'homme de 36 ans fait face à 12 chefs d'accusations relativement à des événements en matière d'agression sexuelle, d'agression armée, de voies de fait, de séquestration et de harcèlement criminel à la suite d'un mandat d'arrêt.

Sans le règlement entré en vigueur le 1^{er} mai, Godbout aurait pu toucher sa rémunération durant 90 jours, tel que le prévoit la loi. Il prévoyait qu'un élu devait être assis à la table du conseil pour la réunion du mois, sans aucune exception même pour des raisons de



Le nouveau conseil municipal de Chandler a rétabli les règles sur les absences des élus au conseil. Photo Nelson Sergerie

maladie. Actuellement, un conseiller touche 2171 \$ par mois. Par ailleurs, le règlement note que le maire reçoit 52 329 \$ en salaire et une allocation de 20 294 \$ pour un total de 72 623 \$.

Moins que d'autres villes

Même si Chandler est la deuxième ville en importance en Gaspésie, avec 7 490 citoyens, des maires de plus petites municipalités obtiennent davantage.

À Gaspé, la plus grosse ville de la région, le maire, Daniel Côté, avec une population de 15 539 personnes, touche au total 117 976 \$. À Sainte-Anne-des-Monts, troisième plus

importante ville, le maire, Simon Deschênes, avec 6 131 habitants, reçoit 79 197 \$. New Richmond, avec 3 800 habitants, paie son maire Éric Dubé 75 285 \$.

« Ce n'est pas à quelque chose qu'on s'est arrêté. On nous a demandé de se comparer avec ailleurs. C'est sûr qu'on est moins élevé qu'ailleurs, mais ce n'est pas quelque chose sur laquelle on s'est arrêté. On se contente de ce qu'on a », précise Gilles Daraîche.

Le nouveau conseil a été assermenté avec l'arrivée des conseillers de Newport et Chandler Est, Marc-Olivier Legresley et Sébastien Daignault.

Nez rouge Gaspé se prépare

Opération Nez rouge à Gaspé prépare sa 34^e présentation, qui s'amorcera le 28 novembre pour huit soirées de raccompagnement.

Nelson Sergerie

En 2025, l'événement se tiendra les 28 et 29 novembre ainsi que les 5-6, 12-13 et 19-20 décembre.

Les Maisons des jeunes de Gaspé et Rivière-au-Renard ont le mandat pour une troisième année consécutive d'organiser cette édition et cherchent des bénévoles pour offrir le service. Pour être bénévole, il faut se rendre sur le site d'Opération Nez rouge et s'inscrire. « Une fois l'inscription reçue, notre équipe vous contacte et détermine la soirée à laquelle vous allez faire partie », explique le coordonnateur de Nez rouge et responsable de la Maison des jeunes de Rivière-au-Renard, François-Pierre Gagnon.

L'an dernier, les Maisons des jeunes de Gaspé et Rivière-au-Renard ont amassé 4 900 \$ avec 254 raccompagnements grâce à l'apport de 176 bénévoles.

Seule opération en Gaspésie

Ce sera la seule opération en Gaspésie malgré les tentatives de l'organisation pour trouver d'autres groupes intéressés à monter une telle activité. La dernière opération à Bonaventure remonte à 2012 et 2017 pour Paspébiac.

Noël en Gaspésie revient pour une 23^e année

Une tradition bien ancrée depuis pratiquement un quart de siècle, Noël en Gaspésie, revient du 22 novembre au 1^{er} janvier.

Nelson Sergerie

À travers la programmation se trouve des spectacles, activités sportives et culturelles, concours, ateliers créa-

tifs et une foule d'autres moments magiques à partager en famille.

La première activité se tiendra samedi 22 novembre avec l'illumination du grand sapin devant l'hôtel de ville, qui sera aussi l'occasion de lancer la chasse aux lutins. Le défilé du père Noël aura lieu le 5 décembre en soirée. Le lendemain, ce sera le

marché de Noël.

Soirée karaoké

Parmi les nouveautés, une soirée karaoké avec un concours de chandails de Noël originaux, un conte autour du feu et un atelier sur les mammifères malodorants sera présentée en collaboration avec le Bio-

parc de Bonaventure. Par ailleurs, la disco sur glace, le bingo cadeau et la zone de jeux gonflables sont aussi de retour à travers la ville.

La dernière activité sera la chasse aux lutins, le 5 janvier, en après-midi. Détails au www.noelengaspesie.com.

Deux mois après un violent incendie d'un vivier de homard

E. Gagnon reconstruit son site rapidement

Moins de deux mois après un violent incendie qui a entièrement détruit un entrepôt contenant un vivier de homard d'une capacité de 350 000 livres à Cap-d'Espoir, la reconstruction du site progresse rapidement.

Nelson Sergerie

Au lendemain de l'incendie, le vice-président de E. Gagnon et Fils, Bill Sheehan, affirmait qu'il souhaitait construire rapidement afin d'être prêt pour la prochaine saison de pêche. «On est à terminer de couler le ciment et la structure comme telle devrait arriver très prochainement. Normalement, d'ici la fin de l'année, l'extérieur devrait être complété. Il restera les équipements à l'intérieur. Ils seront installés au mois de mars», commente le vice-président.

Les entrepreneurs ont mis le projet en priorité. Dès que les assurances ont libéré le site, le lendemain, la pelle était sur le terrain pour démolir les décombres, ce qui fut fait dans la dizaine de jours suivant le sinistre du 22 septembre. Comme le bâtiment avait été construit en 2021, les plans étaient à jour et sont réutilisés. C'est ce qui permet d'aller aussi vite.

«C'était vraiment juste nettoyer le site, couler de nouvelles dalles de ciment, passer les tuyaux. On va être prêt pour le début de la prochaine saison», note monsieur Sheehan.

Sauver la base

Les équipements, comme des refroidisseurs et les filtreurs d'eau de mer ou des équipements pour contrôler la température de l'eau, seront semblables, ce qui facilite leur achat. En 2021, la construction avait coûté 5 M\$.

«On a réussi quand même à sauver la base et le footing. On a économisé plusieurs centaines de milliers de dollars avec quelques semaines. On a sauvé l'excavation, la génératrice, les évaporateurs qui étaient à l'extérieur. Le travail des pompiers a permis de sauver ces équipements. On va peut-être finir dans les eaux de 2 à 2,5 millions \$ en incluant le nettoyage. On est agréablement surpris», lance le dirigeant avec soulagement.

La thèse de l'incendie d'origine électrique reste privilégiée, selon l'enquête menée par les enquêteurs. Des caméras de surveillance dans l'édifice ravagé avaient permis d'établir à quel endroit le feu avait pris naissance.



Le feu était très intense à son plus fort. Photo courtoisie Jimmy Berthelot

À temps pour la pêche

Le bâtiment sera livré à temps pour la pêche au homard, ce qui retire une épine du pied de E. Gagnon et fils.

«Ce bassin représentait près du tiers de la capacité de stockage du homard

vivant. Ça aurait eu un impact. On aurait eu des décisions à prendre. La meilleure décision à prendre était de reconstruire dans les meilleurs délais. On n'aurait pas été capable de transformer les quantités qu'on a faites cette année sans ces viviers», dit-il.

Tabac illicite : 111 000 \$ d'amendes pour Éric Paquet

Un individu de Saint-Alexis-de-Matapedia a été condamné à 111 225 \$ d'amendes après avoir été intercepté avec des cigarettes de contrebande, en juillet 2024, près de Drummondville.

Nelson Sergerie

Éric Paquet, 46 ans, avait en sa possession 42 caisses de cigarettes de contrebande provenant de la réserve mohawk de Kahnawake pour un total de 420 000 cigarettes.

Le 30 juillet 2024, des policiers de la Sûreté du Québec avaient intercepté la camionnette conduite par l'individu

sur l'autoroute 20 Est, à la hauteur de Saint-Eugène-de-Grantham. C'est lors de cette interpellation que les cigarettes de contrebande ont été découvertes et saisies dans un véhicule loué.

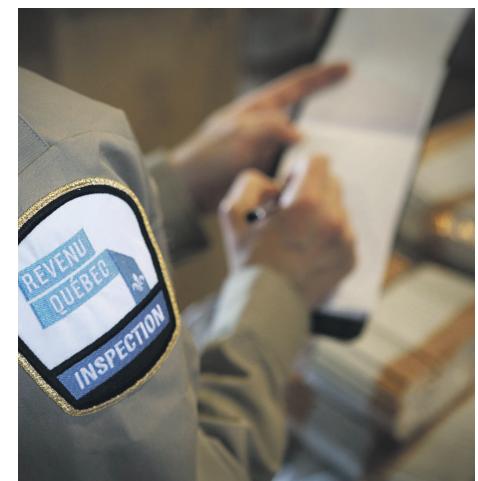
Le 10 juin 2025, l'homme a plaidé coupable aux trois chefs d'accusation portés à son endroit au palais de justice de Drummondville. Son permis de conduire a été suspendu pour une durée de 30 jours.

Être titulaire de permis

Revenu Québec rappelle aux personnes qui exercent des activités

commerciales liées aux produits du tabac qu'elles doivent être titulaires des permis exigés par la loi. De plus, le tabac destiné à la vente au détail au Québec doit être identifié de la manière et aux conditions prescrites par règlement.

Le non-respect de l'une de ces obligations constitue une infraction et peut entraîner une amende minimale de 6000 \$ ainsi qu'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans. Les personnes qui achètent du tabac de contrebande pour leur consommation personnelle s'exposent, quant à elles, à une amende minimale de 350 \$.



Éric Paquet avait 420 000 cigarettes illicites lors de son interpellation. Photo courtoisie Revenu Québec



Sondage lancé pour le futur de l'aéroport

Une consultation est lancée afin de définir ce que pourrait devenir l'aéroport de la MRC du Rocher-Percé.



Nelson Sergerie
info@lesoir.ca

«C'est une démarche dans la planification stratégique de notre organisation. Ce qu'on veut savoir, ce sont les besoins et les rêves des citoyens pour notre aéroport», lance le préfet de la MRC du Rocher-Percé, Samuel Parisé.

Par exemple, le transport par cargo, une desserte aérienne régulière ou des vols nolisés sont dans la mire alors que l'aéroport sert actuellement à des pilotes privés et aux avions gouvernementaux. Le volet cargo est notamment un dossier visé depuis une dizaine d'années, notamment pour exporter le homard pêché dans la région.

«C'est le genre de chose qu'on est en train de voir si c'est possible de le faire, tenant compte aussi de la distance de certains centres. On veut s'assurer que, si on se tourne vers le cargo, c'est quelque chose qui serait efficace et rentable pour les entrepreneurs. On veut s'assurer que le produit demeure frais. C'est dans l'exploration

de ces possibilités que le sondage est en cours», note le préfet.

Transporteur sur le territoire

Une desserte aérienne régulière est possible, même si les aéroports de Bonaventure et Gaspé ont déjà de tels vols. «On est ouvert à avoir un transporteur sur le territoire. Ça fait partie des objectifs de la MRC d'avoir une offre de transport complémentaire et efficace. C'est sûr que s'il y a des discussions à avoir, on va les faire», évoque monsieur Parisé.

L'aéroport a subi une refonte complète depuis 2020. Il y a un an, la nouvelle aérogare était inaugurée au coût de 2,5 M\$. En 2020, l'aéroport a vu sa piste être allongée, la station météo et le balisage de la piste ont été aussi mis à niveau pour 10,4 M\$ pour des installations qui remontaient à 1986, moment où le site avait été construit.

«Actuellement, ce sont des vols privés et médicaux. C'est resté le même volume. Le service est plus adéquat et adapté. L'objectif premier était qu'on voulait avoir des installations sécuritaires pour assurer un transport médical efficace à la population. Avec le sondage mis de l'avant et la planification stratégique, on veut se

développer davantage», soutient le préfet.

Rentabilité visée

«On est rendu dans une nouvelle phase. Actuellement, avec les installations et les modifications faites, il y a certains coûts qui sont à absorber. On vise la rentabilité», dit-il.

L'aéroport possède aussi un service de dégivrage pour les avions, un élément important alors que Bonaventure a perdu ce service. Le rapport devrait être déposé au début de 2026.

«Ce qu'on veut, c'est tirer notre épingle du jeu. L'objectif est d'avoir un service qui répond à un besoin soit allonger la saison touristique et devenir une destination touristique à l'année», conclut Samuel Parisé.

Soutenir la croissance des entreprises d'ici, c'est investir au-delà de l'argent.

Nous sommes à vos côtés pour propulser vos projets.

Bonne Semaine mondiale de l'entrepreneuriat!

Desjardins Entreprises



Plus qu'un caméraman couvrira tout le territoire desservi par la station régionale TVA Est-du-Québec. Photo Annie Levasseur



Des compressions qui minent l'information régionale

Le Groupe TVA a annoncé une nouvelle vague de compressions : 87 postes abolis à l'échelle du réseau. Pour l'Est-du-Québec, deux des trois caméramans disparaissent de l'équation. C'est une très mauvaise nouvelle pour l'information régionale.

C'est une décision qui peut sembler technique ou de nature interne. Mais, sur le terrain, elle porte un dur coup à la qualité et à la vitalité de l'information régionale. À force d'étriper l'élastique, c'est tout l'écosystème médiatique qui risque de casser!

Dans les salles de rédaction régionales, chaque poste compte. Les équipes fonctionnent déjà au strict minimum, parfois même en dessous de ce qui est humainement possible. Les journalistes doivent couvrir d'immenses territoires, tout en jonglant avec des choix éditoriaux déchirants : quel événement couvrir, quel autre laisser tomber, faute de temps ou de ressources ?

L'abolition des postes de caméramans à TVA Est-du-Québec ajoute une couche de pression supplémentaire : les journalistes devront tourner eux-mêmes leurs images, en plus de leurs tâches habituelles. C'est donc une multiplication de responsabilités qui influencera la

qualité de l'information. On ne peut pas être partout, tout le temps, avec les mêmes standards !

Pendant ce temps, la population s'attend à une information rigoureuse, locale et crédible. Mais, plus le temps manque, plus la qualité en souffre, plus l'espace se creuse.

Le risque de déserts médiatiques

Cette situation alimente une réelle inquiétude. À mesure que les effectifs fondent, que les salles de rédaction se vident, que les points de presse ne trouvent plus preneurs, les déserts médiatiques s'installent.

Moins de journalistes sur le terrain, c'est moins de surveillance des décisions prises par nos élus, moins de couverture d'enjeux locaux, moins de représentation de nos réalités régionales.

C'est aussi plus de place laissée aux fausses nouvelles, un terrain où l'intelligence artificielle joue déjà un rôle inquiétant en permettant la création de faux contenus, trompeurs et non vérifiés, qui se propagent comme des feux de brousse sur les réseaux sociaux.

Industrie sous respirateur artificiel

Dans un contexte plus large, l'industrie médiatique se bat pour sa survie. Les médias électroniques réclament, à juste titre, l'accès aux mêmes appuis financiers que ceux offerts aux journaux par les gouvernements fédéral et provincial. Cette demande est de plus en plus urgente.

« La population s'attend à une information rigoureuse et crédible. Mais, plus le temps manque, plus la qualité en souffre. »

Pendant ce temps, de faux médias apparaissent et publient du contenu généré par l'intelligence artificielle, sans journalistes, sans vérification, sans responsabilité et, surtout, sans contraintes déontologiques.

À l'autre bout du spectre, les géants du Web, avec Meta et Google en tête, raflent environ 80 % des revenus publicitaires numériques

au Canada. Ils ne produisent aucun contenu journalistique et, pourtant, ils captent les revenus qui permettent aux médias traditionnels de respirer.

Dans un récent rapport, Statistique Canada révèle que les revenus d'exploitation des journaux canadiens ont chuté de 18 % entre 2022 et 2024, tandis que les revenus publicitaires ont diminué de 26 %. Dans un tel contexte, demander aux médias de faire plus avec moins n'est plus viable : ils sont au bord du gouffre.

L'éléphant dans la pièce

Il existe des limites à ce que les médias peuvent réduire sans mettre en péril leur mission. Il faut reconnaître l'évidence : aucune entreprise ne peut survivre lorsque 80 % de ses revenus potentiels lui échappent au profit d'acteurs étrangers en situation de monopole.

La question n'est plus de savoir si on doit agir. Elle est plutôt : « Combien de temps peut-on encore attendre ? ». Nos gouvernements devront affronter ces multinationales délinquantes et protéger notre écosystème médiatique, qui est essentiel à notre démocratie.

Fleuron de l'industrie éolienne gaspésienne

Plaquettes de frein B.B. déclare faillite

La perte de 45 % des ventes dans un marché qui fait face à une haute tension commerciale entre le Canada et les États-Unis a eu raison de Plaquettes de frein haute performance B.B de Gaspé qui a fait faillite, le 3 novembre dernier.

Nelson Sergerie

L'entreprise, connue sous le nom commercial Kuma Brakes, s'est placée sous la protection de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Sa dette s'élève à près de 2 M\$. Huit personnes perdent leur emploi. Il y a tout de même de l'espoir pour une relance, car des repreneurs seraient intéressés avec ses contrats d'appro-



Le président de Plaquettes de frein B.B de Gaspé, Christian Babin Photo courtoisie

visionnement avec des clients en Europe. Kuma Brakes se spécialise dans la conception et la fabrication de systèmes de freinage éoliens et industriels.

Fleuron de l'industrie éolienne de Gaspé fondée en 2009, l'entreprise s'était taillé une place sur le marché international auprès d'exploitants de parcs et de manufacturiers par son innovation, son savoir-faire technique et son engagement envers la qualité. Des particularités dans la conception de ses plaquettes de frein faisaient sa renommée à l'échelle mondiale.

Mais le protectionnisme américain pratiqué par le président Donald Trump a fait en sorte que des clients au sud de la frontière canadienne ont choisi d'acheter les plaquettes dans leur marché domestique, donnant un sérieux croque en jambe à l'entreprise.

Situation intenable

«Nous avons tout tenté pour préserver les emplois et maintenir nos activités à Gaspé. Cependant, la chute soudaine des commandes américaines a rendu la situation intenable,» a déclaré le président

de l'entreprise par communiqué, Christian Babin, qui a décliné notre demande d'entrevue avant qu'elle ne soit rendue publique. Une fois contactée par *Le Soir*, l'entreprise a publié un communiqué.

Dans l'avis aux créanciers du syndic Mallette, Fondaction est le principal perdant dans la faillite avec 1,1 million \$ en créance. Développement économique Canada suit avec 430 000 \$ et les Fonds régionaux de solidarité FTQ à 283 000 \$. À eux seuls, les créances totalisent un peu plus de 1,8 million \$. Les actifs ont été estimés à 440 000 \$ par le syndic.

Le maire confiant

Le maire de Gaspé se désole de voir ce fleuron de l'industrie éolienne dans sa ville tomber au combat du protectionnisme américain. Daniel Côté note qu'il s'agit d'un dossier privé, mais garde un contact étroit avec l'entreprise, souhaitant une relance. «Du côté de la MRC, s'il y a un repreneur, il y a des programmes qui existent, comme il y a des programmes provinciaux et fédéraux. Ce que je tiens à tout prix, c'est que l'expertise qu'on a développée à Gaspé continue de se développer ici. C'est une entreprise avec un grand potentiel», note l'élu.



Autre action lancée pour le retour de VIA Rail

La Coalition pour le retour d'un train de passagers en Gaspésie ajoute un nouvel outil à son arsenal pour obtenir le retour de VIA Rail dans la région en lançant une pétition, qui sera déposée au Parlement d'Ottawa.

Nelson Sergerie

Ce geste survient après les manifestations de septembre et d'octobre dans différentes gares de la région et à la suite d'une autre pétition qui a recueilli maintenant quelque 20 000 personnes, mais qui ne pouvait être déposée à Ottawa.

Le député bloquiste de Gaspésie-Les

Îles-de-la-Madeleine-Listuguj, Alexis Deschênes, a accepté d'amener le document aux Communes.

«C'était une idée qu'on avait depuis plusieurs années, mais on n'avait pas l'appui pour la présenter à la Chambre des communes. Lorsqu'on a travaillé avec M. Deschênes, l'idée est revenue sur la table et on va de l'avant», note la porte-parole de la coalition, Micheline Saint-Onge.

L'autre pétition était avec [change.org](#), un document qui ne peut être déposé au Parlement. Elle souhaite que la «pétition officielle» atteigne un chiffre équivalent à celle sur [change.org](#). «Un

des éléments par rapport à la pétition est de faire comprendre autant à VIA Rail qu'au gouvernement fédéral que le train de la Gaspésie, c'est pour beaucoup de monde, autant de l'extérieur que du Canada. La première personne qui a signé la pétition vient de l'Ontario», évoque-t-elle.

Le moment tombe à point

Avec la reprise du service ferroviaire de marchandise à Port-Daniel-Gascons d'ici la fin de novembre, le moment tombe à point. «Comme j'ai déjà dit à monsieur Péloquin [Mario, président-directeur général de VIA Rail], c'est possiblement la voie la

plus sécuritaire sur tous ses trajets au Canada. On n'a pas de retour, mais on continue la bataille. Il n'y a aucune raison logique qui fait que le train de passagers ne pourrait revenir à Port-Daniel-Gascons», évoque la porte-parole.

Aucun train ne s'est rendu à Port-Daniel-Gascons depuis près de 15 ans, soit 2011. Deux nouvelles mobilisations se tiendront en novembre. «Si un train de marchandise peut passer en toute sécurité, il n'y a aucune raison pour que le train de passagers ne passe pas», suggère madame Saint-Onge.

les agents de bord Pascan



ne peuvent pas lever
votre verre à votre
santé, s'ils ne sont
pas considérés!

Si les vols se passent bien, c'est grâce à eux!
Leur travail va au-delà du service.
Ils assurent votre sécurité!



SCFP
Syndicat canadien de
la fonction publique 

Le nouveau CPE de Chandler est toujours au ralenti

Les 71 nouvelles places en garderie à Chandler ne sont toujours pas toutes disponibles, un an après l'ouverture de la nouvelle installation près du centre-ville, en raison d'un manque d'éducatrices à la petite enfance.

Nelson Sergerie

Le CPE La Belle journée a ouvert son nouveau bâtiment le 7 octobre 2024 en accueillant que 18 enfants sur une capacité de 71. Un an plus tard, le portrait ne s'est pas amélioré. Au contraire, seuls 16 enfants ont pu être accueillis à la rentrée de septembre.

Des groupes ont dû être fermés, notamment chez les 4-5 ans. La directrice, Hélène McInnis, explique que 15 éducatrices sont en arrêt de travail pour différentes raisons et au fur et à mesure qu'elles reviendront dans l'installation, les places seront offertes.

La dirigeante espère être en mesure d'ouvrir, à pleine capacité, à la rentrée de septembre 2026.

Le ministère de la Famille est au fait de la situation, puisqu'elle représente

un défi financier, une partie du financement étant calculé sur l'occupation du CPE. Ceci devrait occasionner un léger déficit pour l'exercice financier en cours.

Recrutement intensif

Entre-temps, du recrutement intensif est en cours avec l'aide notamment de la Stratégie Vivre en Gaspésie.

Le préfet de la MRC du Rocher-Percé se penche aussi sur le défi de trouver des éducatrices.

«J'ai quand même plusieurs rencontres avec le Centre de services scolaire René-Lévesque, avec le Cégep de la Gaspésie et des îles pour voir ce qu'on peut mettre de l'avant pour assurer une relève et permettre à des gens de travailler dans ces installations», note Samuel Parisé.

Une attestation d'études collégiales pourrait être créée pour former rapidement de la main-d'œuvre qualifiée. La construction de ce nouveau CPE avait nécessité un investissement de 3,2 M\$.



En tout, 16 places sont disponibles à la nouvelle installation, ouverte il y a un an. Photo courtoisie CPE La Belle journée

Blanchette Vézina fustige François Legault

Comme ex-ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Maïté Blanchette Vézina trouve déplorable la récente sortie du premier ministre du Québec, François Legault, concernant la possibilité que 30 000 emplois de l'industrie forestière soient perdus en raison de droits de douane américains de 45 % sur le bois d'œuvre québécois.

Véronique Bossé

La députée indépendante de Rimouski estime que ce nombre n'est qu'une projection dans l'éventualité où rien n'est fait. Des démarches peuvent être entreprises pour tenter de remédier à la situation.



Maïté Blanchette Vézina. Photo Véronique Bossé

«La crise ne date pas d'hier, mais il y a des choses qui peuvent être faites pour réduire ces pertes d'emplois, ce que ne semble pas considérer le gouvernement en ce moment. Annoncer cette possibilité à Montréal, alors qu'il n'y a pas de plan de match et que le gouvernement ne semble pas vouloir financer une stratégie industrielle pour amoindrir ces impacts, je trouve que c'est terriblement déplorable pour les régions du Québec», estime-t-elle.

Programme de requalification

Maïté Blanchette Vézina ne se dit pas non plus rassurée par la proposition de François Legault de mettre sur pied des programmes de requalification. «Penser qu'on puisse requalifier des travailleurs dans les régions, en claquant des doigts, sans que cela vide nos villes et nos villages, je ne comprends pas le premier ministre et je trouve le tout particulièrement inquiétant pour les régions et les 200 communautés forestières du Québec.»

Elle avoue cependant ne pas être surprise de la tournure des événements. «Ça coïncide avec ce que je disais. J'étais à l'intérieur du parti, je tentais de faire bouger les choses et je voyais qu'il n'y avait pas d'écoute. J'étais aux premières loges pour apporter des solutions, mais ces solutions n'étaient pas entendues. Le premier ministre avait déjà baissé les bras. Je le voyais et aujourd'hui, ce qu'il dit confirme ce que je disais, c'est-à-dire qu'il n'a



La récolte de bois et les travaux sylvicoles dictent une bonne partie du plan d'aménagement forestier. Photo Archives

aucune vision de développement pour les régions du Québec. Encore pire, il les abandonne», déplore l'ex-ministre.

Pression sur la CAQ

Après avoir parlé à certains partenaires, Maïté Blanchette Vézina indique que plusieurs s'organisent afin de faire pression sur la CAQ.

«Ils tentent de rencontrer le premier ministre et lui faire part de ce qui

peut être fait, parce qu'il existe des solutions. Se tourner vers d'autres marchés, augmenter le marché intérieur, s'assurer que le gouvernement fasse preuve d'exemplarité de l'état, soit d'acheter québécois en premier lors de construction d'infrastructures, d'avoir certains quotas pour l'obligation d'utiliser du bois ou à tout le moins favoriser le bois du Québec lors d'appels d'offres. Il y a des choses qui peuvent être travaillées.»

Pertes de 30 000 emplois : la CAQ veut calmer le jeu

Le gouvernement Legault a voulu calmer le jeu après avoir évoqué des pertes de 30 000 emplois en foresterie. Mais l'industrie est condamnée à se restructurer, selon le ministre délégué au Développement économique régional, Éric Girard.

Patrice Bergeron - La Presse Canadienne

Le premier ministre François Legault a suggéré, la semaine dernière, que le secteur de la foresterie pourrait perdre jusqu'à la moitié de ses 60 000 tra-

vailleurs, en raison de droits de douane américains de 45 % sur le bois d'œuvre québécois. Des élus municipaux des régions ont par la suite exprimé leur colère et ont suggéré que le gouvernement les abandonnait.

En mêlée de presse, le 11 novembre, le ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Jean-François Simard, a dit vouloir transmettre un message d'espoir, en affirmant que le gouvernement ne laisserait pas tomber les communautés qui vivent de la forêt.

Europe et Asie

Le premier ministre a pour sa part soutenu que l'industrie ne pourra plus compter sur le marché américain pour réaliser 70 % de ses ventes, mais devra exporter davantage en Europe et en Asie. François Legault a également assuré que des programmes de requalification seront mis sur pied pour les travailleurs de la foresterie, pour qu'ils se recyclent dans des domaines en pénurie de main-d'œuvre.



États généraux du Saint-Laurent présentés à Matane

Nouvelle ère pour l'industrie du phoque

Les populations de phoques sont abondantes dans l'est du Canada. Photo Johanne Fournier

Un événement historique s'est déroulé du 12 au 14 novembre avec la tenue des États généraux sur le phoque du Saint-Laurent, à Matane. Quelque 90 chercheurs, chasseurs, pêcheurs autochtones et allochtones ainsi que décideurs se sont penchés sur l'avenir d'une industrie en pleine renaissance.



Johanne Fournier
jfournier@lesoir.ca

«Les États généraux visaient à moderniser la réglementation et le cadre législatif qui entoure la filière du phoque», explique la directrice générale d'Exploramer et instigatrice de cette démarche participative, Sandra Gauthier. Trois enjeux majeurs étaient à l'ordre du jour : la réglementation, la science et la valorisation de la ressource.

Cette initiative est arrivée à un moment charnière. Le déclin des stocks de poissons, comme le maquereau et le hareng, a placé plusieurs pêcheurs pélagiques sous moratoire, les privant de leur gagne-pain. Pour ces travailleurs de la mer, la chasse au phoque représente une nouvelle avenue de diversification économique.

L'objectif est d'utiliser le phoque dans

son entiereté. Viande, graisse et fourrure doivent générer des revenus de façon durable. «C'est comme si c'était bon pour les autres, jamais pour nous», déplore madame Gauthier en évoquant la tendance à privilégier l'exportation. Cette fois, le marché québécois est ciblé en priorité.

27 recommandations

Un total de 27 recommandations ont été débattues. Celles-ci étaient le fruit de consultations publiques et de mémoires déposés durant l'été. Coorganisé par l'Association des chasseurs



La directrice générale d'Exploramer et instigatrice des États généraux sur le phoque du Saint-Laurent, Sandra Gauthier. Photo Johanne Fournier

de phoques intra-Québec, l'Agence Mamu Innu Kaikuseth et Exploramer, l'événement a bénéficié du financement des gouvernements provincial et fédéral.

Les États généraux ont pris fin sur une assemblée officielle présidée par le juge à la retraite Robert Pidgeon, ancien maire de Gaspé, afin de formaliser les recommandations qui seront présentées aux gouvernements d'Ottawa et de Québec. «Je pense que c'est le début d'un temps nouveau», conclut Sandra Gauthier avec optimisme.

Des paramètres pour une chasse durable

Les populations de phoques sont abondantes dans l'est du Canada. C'est ce qui ressort du portrait dressé par Jean-François Gosselin de Pêches et Océans Canada lors des États généraux sur le phoque du Saint-Laurent.

Johanne Fournier

Sa présentation avait notamment pour objectif de définir les paramètres d'une chasse commerciale durable. Selon le biologiste et chef

de section des mammifères marins, acoustique et conservation marine à l'Institut Maurice-Lamontagne de Mont-Joli, le phoque du Groenland, qui est l'espèce la plus abondante, a vu sa population chuter dramatiquement depuis 1998.

«Après avoir atteint un sommet de 7,5 millions d'individus, la population est tombée à 4,4 millions en 2024, se situant maintenant dans une «zone de prudence», selon l'approche de précaution adoptée par le ministère»,

précise monsieur Gosselin.

Plusieurs facteurs

Cette diminution serait liée à plusieurs facteurs, notamment l'absence de glace, les conditions d'alimentation et la mortalité des jeunes. Malgré ce déclin, la chasse commerciale demeure possible avec des quotas stricts. Ainsi, jusqu'à 253 000 phoques du Groenland pourraient être prélevés si 95 % de la récolte cible les jeunes sevrés.

Pour le phoque gris, dont la population est estimée à 366 000 individus en 2021, un quota de 67 300 captures est jugé soutenable dans les mêmes conditions. Les sites de reproduction ont d'ailleurs migré des banques vers les îles du golfe en raison du réchauffement climatique. Quant au phoque commun, qui est beaucoup moins abondant avec 25 200 individus recensés, les scientifiques adoptent une approche ultraconservatrice, limitant les prélevements à seulement 720 animaux.

Chasse au blanchon : le débat est relancé



Une question controversée a refait surface aux États généraux sur le phoque. La possibilité de rouvrir la chasse au blanchon, interdite depuis 1987, a soulevé de vifs débats parmi les acteurs de l'industrie du phoque qui ont pris part à l'événement, qui s'est tenu à Matane du 12 au 14 novembre.

Johanne Fournier

Pour le chercheur émérite de Pêches et Océans Canada et retraité de l'Institut Maurice-Lamontagne, Mike Hammill, cette interdiction découle davantage de considérations éthiques que scientifiques.

«Le rapport Malouf, publié en 1987, recommandait de fermer cette chasse, explique-t-il. Ce n'était pas un aspect scientifique, mais plutôt une question d'image.»

Les scènes diffusées à la télévision d'un chasseur frappant un blanchon avec un gourdin avaient profondément choqué l'opinion publique, même si cette méthode était reconnue comme efficace sur le plan du bien-être animal. Depuis la dernière grande vague de chasse, soit de 1995 à 2013, l'industrie a travaillé d'arrache-pied pour démontrer l'évolution de ses pratiques, de l'avis du scientifique.

«Toutes les images qui montrent la chasse au blanchon datent des années 1960 et 1970», précise monsieur Hammill, soulignant les efforts déployés pour éduquer le public sur les nouvelles méthodes employées.

Adopter une nouvelle approche

S'il ne s'oppose pas à une réouverture de la chasse au blanchon, le chercheur demeure néanmoins catégorique : il faudra adopter une approche radicalement différente. Il suggère notamment le pistolet d'abattage, qui est utilisé dans les abattoirs, bien que cette méthode nécessiterait des tests approfondis.

Sur le plan strictement scientifique, lever l'interdiction serait acceptable, admet le chercheur émérite. Toutefois, «c'est dans l'éthique et les valeurs de la société que ce n'est pas acceptable pour le moment».

Monsieur Hammill demeure tout de même sceptique quant à la pertinence de rouvrir ce débat. «Est-ce que le monde veut investir dans une approche qui a été éliminée pour retourner avec la même bataille ? C'est comme courir après le trouble», croit-il, tout en invitant l'industrie à réfléchir sérieusement aux répercussions d'une éventuelle décision.

Les phoques du Saint-Laurent sous la menace du requin blanc

Une population plus dense de phoques et la présence accrue de requins blancs dans le Saint-Laurent entraînent des changements dans le comportement des phoques.

Johanne Fournier

C'est ce que constate le chercheur émérite de Pêches et Océans Canada, Mike Hammill. Les pinnipèdes sont plus petits.

«On remarque qu'avec le temps, la longueur et le poids du phoque ont changé», confirme le scientifique retraité de l'Institut Maurice-Lamontagne à Mont-Joli. Cette diminution

s'explique par une compétition accrue pour la nourriture et l'espace dans une population en expansion. Les gros mâles monopolisent les meilleurs territoires, forçant les plus jeunes à s'aventurer au large, où l'accès à la nourriture est limité. Résultat : le taux de mortalité juvénile grimpe et même les adultes subissent les conséquences de cette compétition.

Les requins bouleversent l'équilibre

Depuis une dizaine d'années, les requins blancs sont de plus en plus présents dans le Saint-Laurent, particulièrement autour de l'île Brion, aux îles-de-la-Madeleine. «Quand j'ai

commencé ma carrière, on voyait un phoque avec une blessure de requin de temps en temps. Quand j'ai fini, on en voyait une dizaine chaque année», raconte monsieur Hammill.

Cette menace pourrait modifier les habitudes des phoques. Au lieu de fréquenter l'île Brion, ils pourraient migrer vers l'île d'Anticosti ou l'estuaire, où les requins sont moins nombreux. Des observations aux États-Unis confirment cette hypothèse : durant la saison des requins, les phoques passent davantage de temps sur la plage et ne s'aventurent dans l'eau qu'au crépuscule.

Stocks de poissons

Ces changements de comportement auront des conséquences sur la prédation des stocks de poissons. Si les phoques se déplacent pour éviter les requins, leur impact sur les populations de poissons variera selon les régions et les saisons, avance le scientifique.

Mais, Mike Hammill reconnaît qu'après 30 ans d'amélioration des connaissances, déterminer où les phoques consomment précisément leurs proies demeure encore un défi.

Prêt de 1,1 M\$ pour moderniser sa rampe de mise à l'eau

Ottawa soutient le Chantier naval Forillon



Le maire de Gaspé, Daniel Côté, le PDG du Chantier naval Forillon, Jean-David Samuel, la ministre des Services aux Autochtones, Mandy Gull-Masty, la directrice d'Exploramer, Sandra Gauthier, la cheffe de la nation mi'gmaw de Gespeg, Céline Cassivi et le maire de Sainte-Anne-des-Monts, Simon Deschênes. Photo Nelson Sergerie

Mentionné dans le budget Champagne du 4 novembre, Ottawa a confirmé un prêt de 1,1 M\$, au Chantier naval Forillon de Gaspé, afin de moderniser la rampe de mise à l'eau du chantier.

Nelson Sergerie

La ministre des Services aux Autochtones, Mandy Gull-Masty, s'est rendue à Gaspé, le 10 novembre, afin de vendre le budget du gouvernement libéral de Mark Carney. Profitant d'une visite au chantier naval, la ministre a annoncé le prêt sur un investissement total de 1,5 M\$ pour permettre de stimuler la productivité et la compétitivité de l'entreprise, tout en protégeant des emplois spécialisés et bien rémunérés dans la région.

«C'est la progression de notre rampe actuelle. C'est de prendre l'équipement actuel et de le rendre à un autre niveau pour faire des bateaux plus lourds, plus grands», note le président-directeur général du chantier, Jean-David Samuel.

Évoquant le début de quelque chose, monsieur Samuel a précisé ce qui s'en vient. «On regarde vers une croissance. De nouvelles infrastructures, de nouveaux bâtiments pour construire de plus gros navires, de 1000 tonnes. Il faudrait un nouveau bâtiment et de nouvelles infrastructures pour la mise à l'eau», a-t-il commenté.

Les investissements représentent plusieurs dizaines de millions de dollars. «On veut faire du militaire,

mais ne pas faire de sous-marin. Oui, des bateaux de défense, des bateaux militaires. La Garde côtière fait maintenant partie de la défense, donc, assurément, ce volet n'est pas du tout exclu», explique le dirigeant.

Garde côtière

Le chantier vient de terminer un contrat de 10 navires pour la recherche et sauvetage pour la Garde côtière et a entrepris la construction d'un bateau diesel-électrique pour l'agence fédérale pour la recherche dans le secteur des pêches. Une étude est en cours avec la MRC de la Côte-de-Gaspé pour déterminer l'importance des retombées économiques de la présence du chantier.

«On a hâte de connaître les résultats. C'est un des plus gros employeurs privés sur le territoire. C'est un employeur qu'on soutient dans le cadre de la Stratégie navale fédérale qui fait un produit de haute qualité qui fait sa renommée d'un océan à l'autre. On est fier de l'équipe et on va continuer de les appuyer», explique le maire de Gaspé et préfet de la MRC de la Côte-de-Gaspé, Daniel Côté.

Gaspé poursuivra ses efforts pour se positionner à l'échelle de la province, notamment à Lévis à la fin du mois dans le cadre d'un grand rassemblement de l'industrie navale du Québec. «On le fait en partenariat et en complémentarité avec les autres villes québécoises. Le but de Gaspé n'est pas de compétitionner Lévis et la Davie. On n'est pas dans le même créneau. Il y a d'autres villes qui veulent se positionner comme fournisseurs. On veut développer une grappe industrielle québécoise et une des rares villes où il se fabrique des bateaux au Québec, c'est ici à Gaspé», soutient le maire.

Chantier naval Forillon se situe au 3e rang des chantiers du Québec, devancé par Davie à Lévis et le Groupe Océan avec ses différentes installations, dont celle de Les Méchins.

Le fédéral fera sa part pour le Pavillon des requins

Ottawa fera sa part pour compléter le montage financier du Pavillon des requins d'Exploramer de Sainte-Anne-des-Monts. Le gouvernement fédéral fournira jusqu'à 3,1 M\$, une somme que la directrice générale, Sandra Gauthier, entend utiliser en entier.

Olivier Therriault

« Le projet a été porté par le député bloquiste Alexis Deschênes. L'équipe de Mark Carney était à l'affût. Pêches et Océans Canada avait des préoccupations par rapport aux requins,

un sujet d'actualité et de sécurité publique. De le voir dans le budget, c'était émouvant. Il va rester à confirmer les sommes promises, notamment de Québec qui devrait ajouter 1 M\$. Ça va attacher le budget et permettre que la pépine arrive », espère madame Gauthier.

Le projet de 18 M\$ a connu toute sortes de péripéties, notamment en ce qui concerne les coûts de construction qui ont explosé durant la conception du projet durant la pandémie. Le dépassement de coûts était évalué à 6,8 M\$. Une fois agrandie, une étude

avait évalué que la fréquentation passerait de 32 000 personnes à 50 000 personnes sur une base annuelle.

« Cette annonce qui vient boucler le financement permettra de devenir un joueur incontournable dans l'Est-du-Québec. Ça vient consolider la grappe touristique dans notre région », ajoute le maire de Sainte-Anne-des-Monts, Simon Deschênes.

Dossier du caribou à régler

Il reste le dossier du caribou à régler pour compléter l'ensemble du volet

récroatouristique. « Il est évident qu'on veut le sauver et ça prend des mesures costaudes pour y parvenir. Il faut faire attention à une forme de cohabitation. On ne peut pas être pour ou contre les caribous. Comment on maintient les emplois de l'industrie forestières et les activités récro-touristiques ? Je pense que c'est évident qu'il faut trouver des solutions autant avec le gouvernement provincial que fédéral », affirme le maire de la Haute-Gaspésie.

Problèmes d'odeurs persistantes à Percé

Pit Caribou blâme l'ancien propriétaire

Les odeurs ressenties depuis plusieurs mois dans le secteur de L'Anse-à-Beaufils, qui seraient liées selon des citoyens à l'exploitation de la microbrasserie Pit Caribou, sont la faute de l'ancien propriétaire Francis Joncas, selon les gestionnaires actuels.

Nelson Sergerie

C'est ce qu'avancent Jean-François Nellis et Vincent Coderre alors que le ministère de l'Environnement poursuit son analyse sur les nouvelles



Vincent Coderre et Jean-François Nellis lors de l'acquisition de Pit Caribou, en 2019.
Photo Archives Pit Caribou

installations et la dernière plainte sur les odeurs déposée en septembre.

«Première question que je me posais. Est-ce qu'on était au courant qu'il y avait un drain qui coulait lors de l'acquisition? Je n'avais aucune idée de ça et on l'a découvert par la suite. L'autre question: admettons que nous aurions su cette information au moment de la transaction, est-ce que ça aurait été possible de faire cette transaction? Je n'ai pas la réponse», évoque monsieur Nellis.

L'entreprise a investi dans une centrifugeuse en 2022. «Elle va retirer 99 % de la matière solide. Ensuite, on a diminué pratiquement par six la consommation d'eau dans l'usine avec les nouvelles installations. On a investi dans l'environnement», justifie Jean-François Nellis.

Litige devant les tribunaux

Le copropriétaire ne cache plus qu'il y a un litige devant les tribunaux sur cet aspect de la chose. «Je ne peux pas me prononcer sur ce qui va se passer. On veut que Pit Caribou se développe. On veut que Pit Caribou soit aux normes. On travaille conjointement avec le ministère de l'Environnement. On ne joue pas à l'autruche. C'est la situation actuelle. On veut s'investir à Percé, en Gaspé-

Les installations de Pit Caribou à Percé Photo Jean-Philippe Thibault



sie. Je souhaiterais qu'on travaille en équipe plutôt que de se discorder», mentionne monsieur Nellis, qui invite les gens qui portent plainte à travailler avec eux pour trouver une solution.

L'entreprise a investi aussi dans un nouveau système de traitement des eaux usées. «Les vérifications sont toujours en cours à la suite de l'inspection réalisée le 30 juillet 2025 et du signalement reçu le 2 septembre 2025. Le ministère veillera à ce que toutes les obligations environnementales soient respectées. S'il conclut

à des manquements à la Loi sur la qualité de l'environnement, le ministère donnera les suites appropriées», mentionne le ministère par courriel.

Il nie fermement les allégations

«Considérant ce litige, sur les conseils de mes avocats, je ne commenterai pas publiquement l'affaire, si ce n'est que pour dire que je nie fermement leurs allégations», a répondu Francis Joncas aux commentaires faits par les propriétaires actuels de la microbrasserie.

Violences sexuelles: livre audio pour sensibiliser les enfants

L'organisme ESPACE Gaspésie-Les îles a lancé la version audio de son livre «Mon corps, mes droits», destiné à sensibiliser les enfants face aux violences sexuelles.

Dominique Fortier

Le livre était déjà paru en 2002 en version physique, mais il a été réédité en support audio afin de rejoindre une plus grande clientèle, notamment ceux qui ne sont pas des friands de lecture. «La version audio permet d'aborder la prévention avec douceur, au rythme de chaque enfant», indique

la coauteure du livre et intervenante chez ESPACE, Gabrielle Neveu.

L'autre coauteur, Alexandre Gaudreault, également intervenant chez ESPACE explique qu'un support audio apporte un élément supplémentaire pour rejoindre les enfants. «Évidemment, ça aide pour les enfants plus jeunes et ceux qui ont des défis au niveau de la lecture.»

Réalités québécoises modernes

L'idée à la base était d'avoir un ouvrage pertinent et adapté aux réa-

lités québécoises modernes. «C'était notre initiative d'offrir un outil aux écoles à la suite des modifications au cursus scolaire qui incluent maintenant l'éducation à la sexualité. Ce qu'on nous disait sur le terrain, c'est que les livres disponibles étaient surtout européens, ce qui amenait un certain décalage avec nos approches. Il fallait donc rédiger des guides d'accompagnement pour apporter des nuances sur certains contenus», ajoute Alexandre Gaudreault.

C'est à ce moment qu'Alexandre et Isabelle ont eu l'idée de simplement

écrire un nouvel ouvrage. «On a alors décidé de le rédiger de façon à ce que les pédagogues puissent l'utiliser, mais aussi les parents. Il y a aussi le côté ludique qui rejoint les enfants.»

En tout, 5 000 copies du format traditionnel de l'ouvrage ont déjà été distribuées dans les écoles et organismes un peu partout au Québec.

Il est donc possible de se procurer la version audio de «Mon corps, mes droits» dès maintenant via le site Internet de l'éditeur DeMarque.



La déconstruction tranquille

Le gouvernement Legault est plus impopulaire que jamais. Les appuis dont il jouissait en 2022 et la solide confiance que la population lui avait accordée suite à la pandémie se sont visiblement écroulés.

Rien ne laisse présager un revirement de situation quant au découragement généralisé de la population à son égard. Alors que le gouvernement remet un plan de développement économique de l'avant à un an des élections et, comme la mémoire est une faculté qui oublie, il m'apparaît intéressant de faire un petit retour en arrière.

Il faut se rappeler que la CAQ est un gouvernement qui s'est fait élire sous le couvert de son expertise entrepreneuriale et comptable. Depuis plusieurs années, il tente d'être le gouvernement des grands projets économiques... qui ne seront jamais advenus.

Miser sur des secteurs privés

De la même façon que le PLQ a souhaité le faire avec le Plan Nord à l'époque (projet qui sera plus ou moins mort dans l'oeuf), la CAQ nous revient constamment avec des choix d'investissements massifs dans des projets privés d'envergure. Point en commun de ces projets; leur échec et le gaspillage d'argent collectif qui en découle.

Il y a quelques années, François Legault nous parlait du Projet Saint-Laurent. Il avait même écrit un livre à ce sujet : faire de la vallée du St-Laurent un secteur d'économie bleue en développant le corridor maritime du fleuve St-Laurent. Si ça ne vous dit rien, c'est normal, ça ne s'est pas concrétisé.

Cherchant un autre secteur économique à propulser, le gouvernement est revenu à l'offensive en misant gros sur la filière batterie. Un mot pour s'en rappeler : Northvolt. Après des millions de dollars d'investissement, nous avons appris que cela ne se concrétisera pas. Un autre projet avorté.

La semaine dernière, François Legault présentait sa dernière vision (ou dernier pari?) en termes de développement économique. À l'image du premier ministre du Canada, c'est vers une économie de la défense et des minéraux critiques que le gouvernement souhaite se lancer. Combien d'argent public sera encore nécessaire pour faire advenir (ou pas) du développement dans ces secteurs? Nul ne sait.

«La CAQ semble s'enlisier dans des stratégies désespérées. Elle tente de nous diviser et de détourner notre attention.»

La déconstruction tranquille

Pendant ce temps, nos services publics sont extrêmement fragilisés, que ce soit en santé, en éducation ou services sociaux. Nous n'avons plus les capacités d'accueil nécessaires pour prendre soin des personnes immigrantes qui arrivent chez nous. Nous vivons des crises du logement et de l'itinérance inédite. Les changements climatiques menacent et



Le premier ministre du Québec, François Legault Photo Jean-Philippe Thibault

affectent déjà le milieu de l'agriculture et les municipalités qui ne savent pas comment ils arriveront à surmonter financièrement les défis à venir.

Pour sa dernière année de mandat, le gouvernement de la CAQ semble s'enlisier dans des stratégies désespérées. Elle tente de nous diviser et de détourner notre attention. Ce n'est pas pour rien qu'il décide de s'attaquer aux travailleuses et aux travailleurs des secteurs publics en cherchant à affaiblir leurs pouvoirs de mobilisations et de limiter leur droit de grève.

Ce n'est pas pour rien qu'il pointe du doigt les enseignantes et les éducatrices voilées et en faisant d'elles des ennemis à exclure. Ce n'est pas pour rien qu'il s'acharne dans le conflit concernant la rémunération des médecins, en cherchant à mobiliser la population contre eux. En

adoptant de telles stratégies, c'est un peu comme si le gouvernement de la CAQ admettait ses échecs.

Non seulement le gouvernement n'a pas gagné ses paris en misant sur l'intervention importante de l'état dans des secteurs de développement économique, mais elle contribue à la déconstruction tranquille de l'état simultanément en l'affaiblissant par différents moyens.

Plutôt que de concentrer tous les efforts sur des investissements massifs visant à stimuler le développement privé, il serait peut-être temps de se remettre à envisager sérieusement des investissements d'envergure dans des projets publics, portés par l'État, qui serviraient d'abord et avant tout les intérêts et le bien-être des Québécoises et des Québécois. Est-il encore possible de rêver?

La chambre des naissances est une priorité



Le projet d'agrandissement pour loger notamment la chambre de naissance. Photo courtoisie Maison de la famille Parenfant de Gaspé

Tel que le mentionnait récemment au Soir par le président-directeur général du CISSS de la Gaspésie, la Maison de la famille Parenfant de Gaspé a obtenu une confirmation de l'organisme que le projet d'agrandissement, pour inclure notamment une chambre des naissances, sera financé dans le prochain exercice financier.

Nelson Sergerie

Sa direction indique que la collaboration avec le CISSS est «constructive et fructueuse». «À la suite de plusieurs discussions, on est heureux de voir le CISSS le mettre dans son prochain budget, sous réserve des orientations et restrictions qui pourraient être émises par Santé Québec», se réjouit la coordonnatrice, Marie-Andrée Nadeau.

Les réponses formelles concernant le financement sont attendues lors du dépôt des budgets du CISSS, soit en mars 2026. La Maison de la famille prévoit un agrandissement de sa structure actuelle au centre-ville de Gaspé. Elle doit être agrandie et doubler en quelque sorte de superficie pour inclure une chambre de naissance, une chambre de latence ainsi qu'une nouvelle grande salle polyvalente.

Projet estimé à 1,2 M\$

«On n'a pas refait l'évaluation, mais on avait déjà prévu une marge. C'est quelque chose qu'on va refaire dans les prochains mois», calcule la coordonnatrice. Le projet évalué à 1,2 M\$ n'a pas eu à être modifié malgré cet enjeu financier. Il restera à embaucher une sage-femme, un dossier qui relève du CISSS. L'équipe de la maison de la famille est complète.

Cela offre la possibilité aux familles d'accoucher, accompagnées par des sage-femmes, dans un lieu neutre, hors cadre hospitalier. «Les plans et devis sont avancées à environ 80 %. On a fait une belle campagne de levée de fonds qui a rapporté près de 275 000 \$. On continue», dit-elle.

L'objectif de 300 000 \$ est atteignable et la coordonnatrice est confiante avec l'annonce officielle du CISSS de la Gaspésie. «Dès qu'on a la confirmation qu'on sera dans le budget du CISSS, on pourra lancer l'appel d'offres. On espère commencer la construction au début de l'été», avance madame Nadeau.

«Sachant que le projet va se concrétiser, on espère que ça va en attirer dans notre région», évoque Marie-Andrée Nadeau.

En décembre dernier, ce projet unique au Québec avait été retardé à la suite des contraintes budgétaires annoncées par le gouvernement Legault. Le CISSS devait trouver 40 M\$ pour cadrer dans le budget accordé. Malgré ce délai, le conseil d'administration de l'organisme avait maintenu le projet vivant.

Au départ, la chambre de naissance et ses autres activités devaient être en opération l'hiver prochain.

Centraide veut aller chercher plus de 695 000 \$

Centraide Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine lance sa campagne de financement annuel avec un objectif ambitieux, soit de recueillir davantage que les 695 000 \$ récoltés en 2024.

Nelson Sergerie

Le succès de la campagne de l'an dernier s'explique par un geste particulier. «Il y a les travailleurs d'Hydro-Québec et les retraités particulièrement qui ont choisi de faire une campagne exclusive à Centraide. À elles seules, elles ont contribué à hauteur de 200 000 \$», note le directeur général, Stéphan Boucher.

Les campagnes en milieu de travail permettent en grande partie d'aller

chercher les sommes pour les besoins.

«Trente-trois organismes communautaires autonomes qui œuvrent en santé et services sociaux reçoivent du soutien. Pour obtenir une aide, il faut combler des besoins primaires, soutenir l'enfance et la famille ou briser l'isolement», explique monsieur Boucher sur les organismes bénéficiaires.

Selon Centraide, près de 25 000 Gaspésiens et Madelinots, soit environ une personne sur quatre, sont aidés grâce aux dons recueillis.

Visage changé

«Ce qu'on constate, c'est que le visage de la pauvreté a beaucoup changé. Il y a une vingtaine d'années, les

organismes soutenus par Centraide venaient en aide aux personnes qui étaient très éloignées du marché du travail. Aujourd'hui, je prends souvent l'exemple d'une femme monoparentale qui travaille au salaire minimum, cette personne ne peut plus joindre les deux bouts et fréquente des organismes soutenus par Centraide», constate Stéphane Boucher.

L'an dernier, 468 000 \$ ont été remis aux organismes, représentant 80 % des sommes amassées. «De surcroît, on a aussi un fonds cette année pour les organismes qui œuvrent au niveau de l'itinérance et s'ajoute un fonds d'urgence de 50 000 \$ pour soutenir les organismes qui seraient aux prises avec une force majeure», justifie monsieur Boucher.

Générosité très grande

Le gestionnaire ne veut pas chiffrer un objectif précis pour répondre à l'ensemble des besoins.

«La générosité des personnes qui contribuent à Centraide est déjà très grande. On ne peut pas parler des besoins réels des organismes, car ils sont si grands. La contribution du ministère de la Santé par le programme de soutien aux organismes communautaires, il y a longtemps que les organismes demandent une hausse du financement de base. Il est bien difficile d'évaluer le besoin réel. Mais Centraide fait toujours la différence», évoque le dirigeant.

Pierre Fortin, surnommé le « roi du Golfe »

Ex-député reconnu personnage historique

Un ancien député de Gaspé à la fin du 19^e siècle est désigné personnage historique par le gouvernement du Québec. Pierre Fortin est une figure emblématique de l'histoire maritime et politique du Québec et une exposition lui est consacrée au Parlement de Québec.

Nelson Sergerie

Pierre Fortin est une figure emblématique de l'histoire maritime et politique du Québec et une exposition lui est consacrée au Parlement de Québec. Bien que peu connu du grand public, Pierre Fortin est un personnage hors norme qui a activement pris part à plusieurs événements marquants de l'histoire du Québec.

Né le 14 décembre 1823 à Verchères, ce médecin de formation se porte volontaire pour soigner les immigrants irlandais atteints du typhus à la station de quarantaine de Grosse-Île en 1847 et en 1848. L'année suivante, il commande un corps de police à cheval pour rétablir l'ordre à Montréal à la suite de l'incendie du Parlement par des émeutiers. En 1855, c'est à lui que revient l'honneur d'accueillir sur son bateau, à Québec, le capitaine

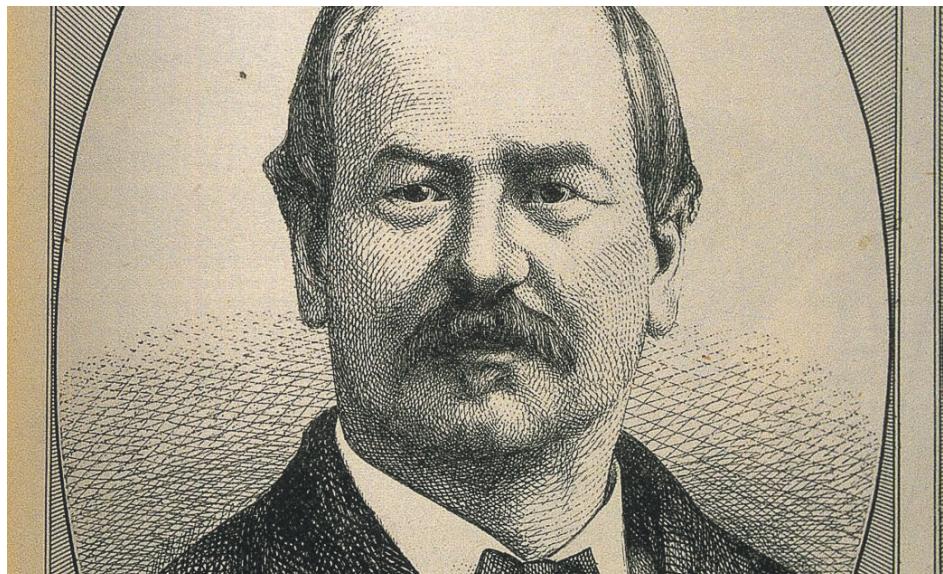
de « La Capricieuse », premier navire français à remonter le fleuve Saint-Laurent depuis la Conquête.

Mais c'est dans le domaine maritime qu'il laissera sa marque. Il devient en 1852 le premier magistrat chargé par le gouvernement pour protéger les pêcheries du golfe du Saint-Laurent à une époque où les contrebandiers et les navires étrangers menaçaient les pêcheurs locaux et les populations riveraines.

Autorité dans son domaine

À titre de commandant d'un navire armé, dont la goélette La Canadienne, il veille ainsi à faire respecter l'ordre public, mais dispense également des soins médicaux et documente les espèces marines, devenant une autorité dans le domaine.

À partir de 1867, il poursuit son engagement comme député de Gaspé à l'Assemblée législative du Québec (1867-1878) et à la Chambre des communes (1867-1874 et 1878-1887), occupant des postes clés, dont ministre et président de l'Assemblée législative. Il défend les pêcheurs et soutient la construction de phares,



Pierre Fortin Photo courtoisie - Ministère de la Culture et des Communications

d'écoles de navigation et de projets d'infrastructure dont certains marquent encore le paysage maritime québécois.

Pierre Fortin : mission Saint-Laurent

À travers une riche sélection d'artefacts, de documents historiques et de récits immersifs, l'exposition *Mission Saint-Laurent* retrace le parcours de Pierre Fortin, tout en mettant en lumière l'histoire d'une région façonnée par ses habitants et la mer. Cette production est le fruit de la collaboration du Musée de la Gaspésie, de l'Assemblée nationale du Québec, du Musée de la Côte-Nord et du Musée de la mer. Elle est actuellement présentée à l'Assemblée nationale jusqu'en décembre.

L'exposition sera proposée au Musée de la Gaspésie en 2026. Un ouvrage sur l'homme est aussi publié.

Une pionnière chez les femmes autochtones s'éteint

Listuguj pleure le décès de la Dre Cathy Martin, survenu le 7 novembre à l'âge de 57 ans. Reconnue comme une pionnière parmi les femmes autochtones, elle a consacré sa vie à l'éducation, à la justice sociale et à l'amélioration du bien-être des Premières Nations.

Olivier Therriault

Figure respectée, la Dre Martin laisse derrière elle un engagement profond envers les jeunes et les familles de la communauté micmaque, souligne le conseil de bande de Listuguj. Sœur du chef de Listuguj, Scott Martin et conseillère élue à plusieurs reprises depuis 2004, elle offrait aussi des services de consultation en justice

réparatrice et en services sociaux, en plus d'exercer comme orthophoniste au sein de sa propre entreprise, Chitter Chatter.

«Les études approfondies, l'expérience professionnelle et les réalisations de la Dre Cathy sont vraiment remarquables et servent d'inspiration pour ceux qui l'ont connue. Elle était une ardente défenseure de l'éducation, s'attaquant à l'itinérance et aux enjeux des communautés des Premières Nations», peut-on lire sur la page Facebook officielle de la communauté.

Respectée dans la communauté

Auteure publiée et membre du First

Nations Adult Education School Council, Cathy Martin s'était présentée, en 2021, au poste de cheffe nationale de l'Assemblée des Premières Nations, la plus importante organisation politique autochtone au Canada. Elle avait aussi pris part à la course à la direction de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, plus tôt cette année.

«Dre Cathy était une pionnière pour les femmes autochtones et un leader respecté dans la communauté. Son travail acharné et son dévouement resteront à jamais dans les souvenirs de Listuguj», a ajouté la communauté dans sa publication Facebook.

Poursuite en diffamation

Dans les dernières semaines, Cathy Martin avait récemment annoncé son intention d'intenter une poursuite en diffamation contre le gouvernement de Listuguj et certains membres de la communauté, après avoir été visée par des pressions pour démissionner à la suite du décès d'une adolescente, en juin dernier, lié à une surdose d'opioïdes.

Une cérémonie d'inhumation est prévue le jeudi 13 novembre à 14 h, au cimetière de la route Caplin, à Listuguj. La cause de son décès n'a pas été précisée.

Entretien avec une témoin privilégiée de l'histoire du Québec

Lisette Lapointe raconte son histoire

La militante souverainiste Lisette Lapointe était de passage au dernier Salon du livre de Rimouski pour présenter «De combats et d'amour», dans lequel elle consigne ses mémoires sur près de 500 pages. Elle y raconte sa vie, dont plusieurs moments historiques du Québec, auxquels celle qui a notamment été députée et maire, a pu assister.



Véronique Bossé
vbosse@lesoir.ca



Jacques Parizeau et Lisette Lapointe Photo courtoisie

«C'est long 80 ans. Ça donne beaucoup de matière. C'est toute ma vie que j'y raconte. C'est un peu comme un journal intime. Je ne sais pas si on peut le définir de la sorte, mais tous les pans de l'histoire, la petite et la grande, toute la transformation que nous avons vus et vécus, à partir des années 1950. Je raconte aussi les bons moments, les mésaventures, les difficultés. Ce n'est pas un essai politique ou historique, ce sont vraiment mes mémoires», explique madame Lapointe.

Le rêve d'un pays

Parmi les événements historiques que retrace son livre se trouve le référendum pour l'indépendance de 1995, alors que Lisette Lapointe était conseillère au cabinet du premier ministre Jacques Parizeau, qui a aussi été son époux, jusqu'au décès de ce dernier en 2015.

«Les 500 jours où mon mari a été premier ministre ont été une période absolument intense, extraordinaire, où nous avions un grand rêve. On mettait tout en œuvre pour le réaliser. Si on parle de la journée du référendum, c'est sûr qu'on avait beaucoup d'espoir. On était fébrile. Le pays était là, on pouvait presque le toucher. Malheureusement, il nous manquait 50 000 votes sur cinq millions. C'était crève-cœur. La nuit a été terrible», se rappelle madame Lapointe.

Confiance à St-Pierre Plamondon

Cette grande amoureuse du Québec place toutefois beaucoup d'espoir en l'avenir. Elle dit croire au chef du Parti québécois, Paul St-Pierre Plamondon.



Lisette Lapointe présente «De combats et d'amour». Photo Véronique Bossé

«L'espoir renaît, parce que tous les jeunes de moins de 50 ans n'ont pas eu la chance de voter à l'époque. Ça fait deux fois que les Québécois disent non et ça n'a rien donné. Il n'y a pas eu d'avancées pour le Québec. Alors, peut-être que, la prochaine fois, on pourrait essayer le oui?»

Elle porte aussi le souhait que les jeunes générations connaissent un

Québec semblable à celui de cette époque. «J'ai espér qu'un autre référendum aura lieu et que la réponse des Québécois sera oui. On voit la remontée de ce goût d'indépendance et je le souhaite tellement, surtout aux plus jeunes générations, de revivre l'euphorie des années Lévesque, des années Parizeau et que la réponse soit la bonne cette fois.»

Droits des femmes : «il ne faut pas retourner en arrière»

Dans «De combats et d'amour», Lisette Lapointe met aussi en perspective le cheminement des droits des femmes et rappelle que la période de l'histoire où celles-ci n'avaient ni droits ni statut ne se trouve pas dans un passé si lointain.

Olivier Therriault

«Quand je me suis séparé, en 1967, je perdais mon emploi d'enseignante si ça se savait. On n'avait aucun droit. Ça prenait toujours un endosseur, pour tout. On n'avait aucun statut. Sans parler de l'inégalité salariale. Les professeurs masculins gagnaient automatiquement 10 % de plus. Les hommes avaient droit à une prime. Mais, on a avancé. Si on regarde, un peu plus loin en arrière, nous avons obtenu le droit de vote et l'accès à la

contraception», met-elle en perspective.

Continuer le chemin

L'ex-première dame du Québec raconte le difficile parcours d'une amie, tombée enceinte et incapable d'avoir une interruption de grossesse. Elle estime qu'il est primordial de continuer sur cette voie, en raison de la fragilité de ces droits. «C'était illé-

gal, ça constituait un crime. Je dirais aux plus jeunes de questionner leurs mères, leurs grand-mères et les personnes qu'ils apprécient. Il ne faut pas retourner en arrière. Les droits des femmes sont tellement fragiles. On n'a qu'à regarder aux États-Unis.»

» De combats et d'amour » est paru aux Éditions de l'Homme, le 29 octobre dernier.

AVIS DE DÉSIGNATION

Ministère de la Culture et des Communications

AVIS DE DÉSIGNATION

PIERRE FORTIN
(1823-1888)

Le ministre de la Culture et des Communications, M. MATHIEU LACOMBE, donne avis :
QU'il a pris l'avis du Conseil du patrimoine culturel du Québec;
QU'en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 13 de la *Loi sur le patrimoine culturel*, il désigne ce personnage historique :

• Pierre Fortin (1823-1888);

QUE cette désignation repose sur les motifs suivants :

Pierre Fortin est une figure marquante de l'histoire maritime du Québec. Médecin de formation, il est nommé magistrat stipendiaire en 1852 par le gouvernement du Canada-Uni, avec pour mission de faire respecter les lois et règlements des pêcheries dans la région du golfe du Saint-Laurent. Premier titulaire de cette fonction, qu'il occupe jusqu'en 1867, il sillonne les eaux à bord d'une goélette armée pour surveiller les activités de pêche, maintenir l'ordre public et rendre la justice dans les établissements isolés. Fortin prodigue également, de façon bénévole, des soins médicaux aux malades rencontrés en mer et à terre. Pendant l'hiver, il consigne, dans ses rapports de mission, ses observations sur les espèces marines et les réalités du milieu, développant ainsi une connaissance fine du territoire qui fera de lui une autorité respectée dans le domaine des pêcheries. À partir de 1867, Fortin poursuit son engagement public en tant que député de Gaspé à l'Assemblée législative du Québec (1867-1878) et à la Chambre des communes (1867-1874, 1878-1887). Il exerce diverses fonctions politiques importantes, dont ministre dans le gouvernement de Gédéon Ouimet en 1873 et en 1874, puis orateur (président) de l'Assemblée législative en 1875 et en 1876. Comme parlementaire, Fortin continue de défendre avec ardeur les pêcheurs et les communautés riveraines du Saint-Laurent. Il plaide entre autres pour la construction de phares et contribue à la création d'écoles de navigation. Il soutient également des projets pour améliorer le sort de la population gaspésienne, comme le chemin de fer de la baie des Chaleurs et le télégraphe. Dans ses différentes fonctions, Fortin se distingue aussi pour ses idées visionnaires en matière de protection de la nature. Il préconise une exploitation raisonnée et durable des ressources naturelles du Québec, anticipant les préoccupations environnementales modernes. Par son action, Pierre Fortin incarne un modèle de service public et engagé, au croisement de la justice, de la science, de l'environnement et du développement régional;

QUE cette désignation prend effet à compter de la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*;

QUE cette désignation sera inscrite au Registre du patrimoine culturel du Québec.

Fait à Québec, ce 4 novembre 2025.

Le ministre,
MATHIEU LACOMBE

Québec 

AVIS DE DISSOLUTION

Prenez avis que la personne morale **ESCALE GASPÉSIE**, NEQ 1165216251, ayant son siège social au 8 rue de la marina, Gaspé, Québec, Canada, G4X 3B1, a déclaré son intention de demander au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.

Est produite à cet effet la présente déclaration, requise selon les dispositions de la Loi sur la publicité légale des entreprises.

Pascale Rémillard, directrice générale, 11 novembre 2025.



Le SOIR
Votre annonce
AURAIT PU ÊTRE **ICI**
Et vous auriez tapé dans le mille!

Contactez nos conseillers ou conseillères en solutions médias dès aujourd'hui

Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie

AVIS PUBLIC

Règlement d'emprunt décrétant la réalisation de travaux de construction de deux centres de transbordement soit celui pour les matières récupérables situé à Gaspé et celui pour les déchets situé à Grande-Rivière ainsi que l'achat d'équipements mobiles.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné par Nathalie Drapeau, secrétaire-trésorière de cette Régie :

QUE le conseil d'administration de la Régie, lors d'une séance tenue le 2 octobre 2025, a adopté son règlement numéro RITMRG-2-2025, intitulé « Règlement numéro RITMRG-2-2025 décrétant les travaux de construction de deux centres de transbordement, l'achat d'équipements mobiles, une dépense et un emprunt de 4 115 000 \$ à cette fin.

Que le montant de l'emprunt projeté servira à financer les travaux pour une somme totale de 4 115 000 \$, soit 1 875 000 \$ pour le volet récupération et 2 240 000 \$ pour le volet déchets et dont le financement sera réparti sur 10 ans pour les équipements (1 102 000 \$) et sur 20 ans pour les centres de transbordement (3 013 000 \$).

Que les contribuables de la Ville de Gaspé et de la Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé peuvent s'opposer à l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire en transmettant à ce dernier, au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec (Qc) G1R 4J3, leur opposition au cours de la période de trente (30) jours qui suit la publication du présent avis.

DONNÉ À Grande-Rivière, ce 19 novembre 2025.

Nathalie Drapeau
Secrétaire-trésorière



VOS PROMOS MÉRITENT MIEUX QU'UNE PAUSE!



Avec l'arrêt des circulaires postales,

Le Soir prend le relais.

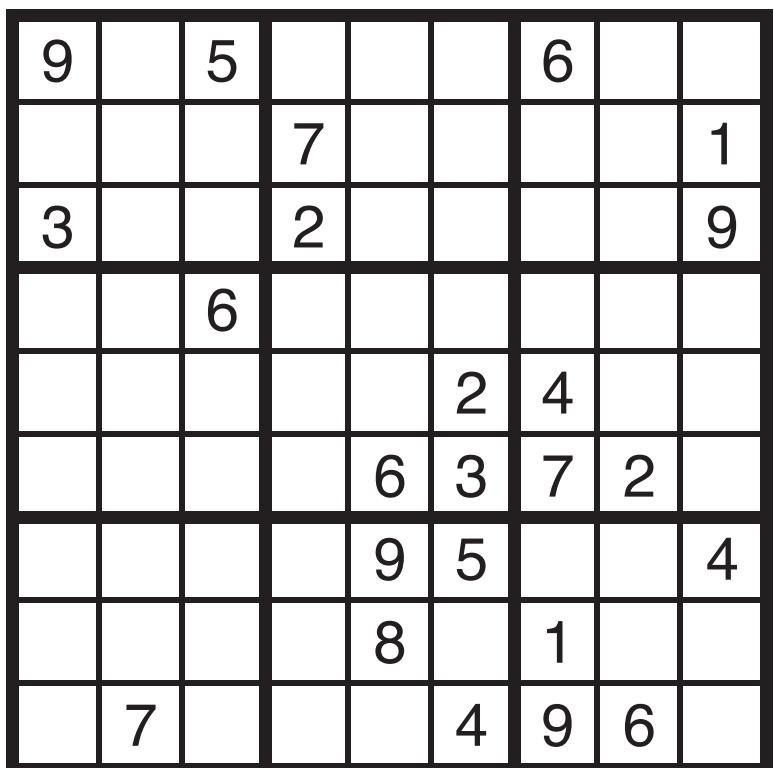
Diffusez vos offres dans nos pages imprimées et numériques. Elles seront vues, lues... et partagées !
Rejoignez vos clients dès maintenant.

mdaraiche@lesoir.ca | 581 805-9908 poste 3170



Le SOIR

SUDOKU



RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier: vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

5	7	8	1	2	4	9	6	3
6	4	9	3	8	7	1	5	2
6	4	3	2	6	9	5	8	7
1	3	2	6	9	5	8	7	4
4	5	1	9	6	3	7	2	8
7	8	3	5	1	2	4	9	6
2	9	6	4	7	8	3	1	5
3	1	7	2	4	6	5	8	9
8	6	4	7	5	9	2	3	1
9	2	5	8	3	1	6	4	7

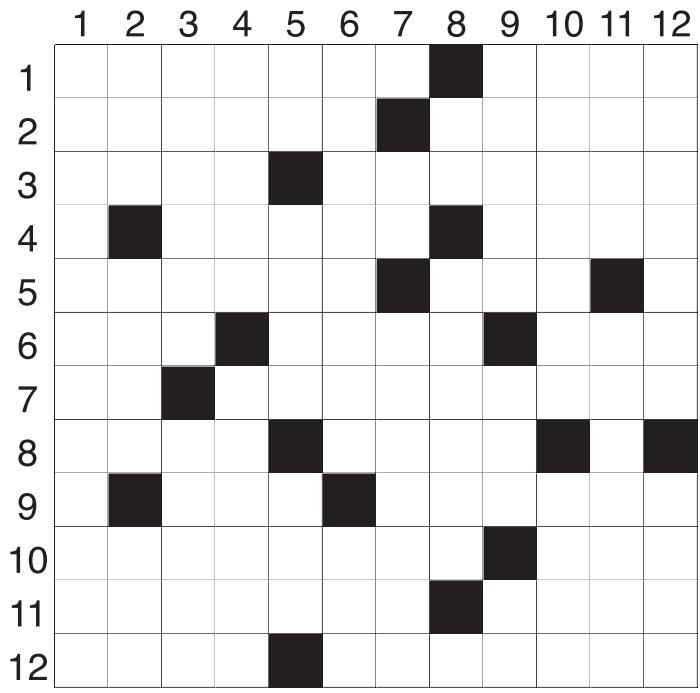
MOT CACHÉ

A	COPIE	H	HISTOIRE	MOT	R	V
ACCENT	CRAYON	J	NOTE	N	RÉCIT	VERBE
AGENDA	DICTIONNAIRE	JOURNAL	NOUVELLE	O	RÉCUEIL	VOCABULAIRE
ARTICLE	ÉDITION	LETTRE	ORTHOGRAPHE	P	RÉDACTION	VOYELLE
AUTEUR	ÉDITORIAL	LEXIQUE	LITTÉRATURE	S	ROMAN	
B	BIographie	épilogue	LIVRE	U	RUBRIQUE	
CAHIER	ESSAI	FABLE	PARAGRAPHE	T	SUJET	
CALLIGRAPHIE	GRAMMAIRE	MAJUSCULE	PHRASE	V	SYLLABE	
CITATION	MANUSCRIT	MÉMOIRE	POÉSIE	W	SYNONYME	
COMMUNICATION	MESSAGE	POINT	POINT	X	SYNTAXE	
CONSONNE	CONTE	POÉSIE	POÉTIC	Y	TEXTE	
CONTE	GRAMMAIRE	MÉMOIRE	POÉTIC	Z	TRADUCTION	

C	R	L	E	H	A	R	E	E	N	O	I	T	C	A	D	E	R	S	E
O	E	C	E	G	I	E	U	L	R	N	O	U	V	E	L	E	Y	R	
N	I	O	L	X	A	S	R	B	C	I	E	X	A	T	N	Y	S	L	I
T	H	M	N	G	I	S	T	T	R	I	A	P	A	G	E	V	E	L	A
E	A	M	O	R	L	Q	S	O	T	I	T	N	I	O	P	E	I	A	L
E	C	U	I	A	A	F	U	E	I	E	Q	R	N	L	P	R	S	B	U
H	M	N	T	M	N	A	J	E	M	R	L	U	A	O	P	B	E	E	B
P	A	I	C	M	R	B	E	H	E	P	E	I	E	A	I	E	O	S	A
A	J	C	U	A	U	L	T	I	O	E	R	S	P	R	T	T	P	S	C
R	U	A	D	I	O	E	H	N	H	O	A	I	E	C	U	E	C	A	O
G	S	T	A	R	J	P	C	P	T	R	E	A	R	R	E	X	I	V	
A	C	I	R	E	A	T	A	I	H	R	E	A	U	G	I	A	T	T	D
R	U	O	T	R	U	R	D	P	C	M	T	O	M	G	E	O	Y	U	E
A	L	N	G	A	G	E	L	O	Y	L	I	V	R	E	O	N	M	O	A
P	E	O	T	O	A	I	N	N	E	L	L	E	Y	O	V	L	D	E	N
B	I	I	H	C	E	S	O	M	A	N	U	S	C	R	I	T	I	A	M
B	O	T	C	U	O	N	E	R	U	T	A	R	E	T	T	I	L	P	E
N	R	E	C	N	Y	C	I	T	A	T	I	N	C	O	P	I	E	E	
O	N	E	N	S	N	O	T	E	I	H	P	A	R	G	I	L	L	A	C
T	R	E	T	R	E	C	I	T	R	O	M	A	N	O	I	T	I	D	E

SOLUTION DE CE MOT CACHÉ : ALPHABET

MOTS CROISÉS



HORizontalement

- Depuis le point du jour jusqu'à midi — Cabochard.
- Fécule — Reptile.
- Prénom masculin — Groupe de personnes.
- Terrain en pente — En feu.
- Région d'Italie — Elle a épousé le fils.
- Alcool — A deux mâchoires — Grande période de l'histoire.
- Division d'un siècle — Combattre longuement.
- Monnaies bulgares — Il filtre le sang.
- Il n'est pas bien vieux — Font partie de la famille.
- Pipe orientale — Septième lettre grecque.
- Qui présente trois faces — Peuple du Rwanda.
- Ensemble des pouvoirs publics — Attendre avec confiance.

VerticaleMent

- Île des Antilles françaises.
- Principe spirituel — Expression — Manière habile de faire quelque chose.
- Héros d'Hergé — Collection d'articles variés.
- Platonique — Bidule.

- Monoxyde d'azote — Place — Luth maghrébin.
- Poser des questions et prendre des notes — Fureur.
- Traditions — Cercles pigmentés.
- Encouragement — Gravé.
- Édifier — Jamais — Sert à appeler.
- Sa capitale est Montevideo — À eux.
- Pique les vaches — Carnivore d'Afrique.
- Harnacher — Se dit d'un hareng.





Un premier cerf atteint de la maladie débilitante chronique avait été découvert dans un troupeau d'élevage de Grenville-sur-la-Rouge, dans Les Laurentides. Photo courtoisie

La MDC surveillée des chasseurs de cerfs

Pour la première fois, les chasseurs de cerfs au Bas-Saint-Laurent dans la zone 2, comme ailleurs au Québec, sauf la zone 1 de la Gaspésie, sont invités à participer volontairement à une opération de surveillance de la maladie débilitante chronique (MDC) des cervidés.

Qu'on se rassure, aucun cas n'a été détecté chez les cerfs sauvages analysés depuis les sept dernières années. La MDC est mortelle et la maladie est irréversible. Aucun traitement ni vaccin connus.

« La MDC s'apparente à la maladie de la vache folle et à la tremblante chez le mouton. Ce n'est pas un virus, ni une bactérie. C'est une malformation d'une protéine appelée prion. Cette protéine va se multiplier et faire éclater la cellule. Quand les cellules détruites s'accumulent, des symptômes de la maladie apparaissent. Mais ça peut prendre de 16 à 36 mois avant de voir ces signes. Le cerf peut être contaminé sans le démontrer. Mais une fois que les signes apparaissent, en un ou deux mois, c'est la mort assurée pour l'animal infecté », explique la biologiste et spécialiste des grands gibiers au ministère responsable de la Faune au Bas-Saint-Laurent, Élise

Roussel-Garneau, en entrevue dans le cadre de l'émission radio et du balado « Rendez-Vous Nature ».

Transmission de la MDC

Selon la scientifique, tous les modes de transmission de la MDC ne sont pas tous connus. « C'est une maladie découverte aux États-Unis dans les années 1960-1970. La transmission se fait surtout par le sang, la salive, l'urine et les selles des cerfs. La maladie se transmet par contact direct avec ces zones contaminées ».

Élise Roussel-Garneau indique que le prion, la protéine pathogène anormale qui peut causer des maladies neurodégénératives fatales chez les humains et les animaux, est excessivement tolérant et résiste au froid, à la chaleur et à la sécheresse. « Le prion reste plusieurs années dans l'environnement. Si un cerf contaminé urine dans un endroit et qu'un autre cerf vient brouter ce même secteur, même quelques années plus tard, il peut être contaminé ».

La MDC a fait son entrée au Québec en 2018, quand la maladie s'est introduite dans un élevage de cerfs rouges des Laurentides, à Grenville-sur-la-Rouge. L'Agence canadienne d'ins-

pection des aliments devait ordonner l'abattage du troupeau. Des mesures sévères ont suivi. Dans un rayon de 400 km du parc contaminé, 2 000 chevreuils sauvages avaient aussi été abattus dans les zones 9 ouest et 10 est, afin de contenir la MDC. Aucun cas n'a été détecté depuis.

Surveillance obligée

Lors de la chasse 2024, 187 cerfs abattus à proximité de l'élevage infecté ont été analysés. Aucun cas positif décelé.

» Le prion est tellement résistant qu'on doit poursuivre la surveillance et l'ouvrir à d'autres secteurs, comme au Bas-Saint-Laurent, où la densité de cerfs est en croissance. Cette zone est près des frontières américaines et du Nouveau Brunswick. On compte aussi quelques élevages. Cette surveillance est comme une ceinture de sécurité, avec des bretelles et un sac gonflable », image la scientifique.

Dans un parc d'élevage, chaque cerf passe un test obligatoire de MDC et aucune carcasse ne peut être enterre si non clôturée, de crainte d'être déterrée par d'autres animaux. La collaboration volontaire des chasseurs est demandée en apportant la tête du gibier récolté, âgé de plus d'un

an, dans une des 70 boucheries désignées. Le chasseur peut conserver les bois et la calotte pour un crâne blanchi.

Les chasseurs ont tout intérêt à collaborer pour la pérennité des troupeaux de cerfs et de la chasse. Outre la zone 1 et la 2 est, où la chasse du cerf se termine le 16 novembre, elle est permise jusqu'au 23 novembre dans la majorité des autres zones.



La biologiste et spécialiste des grands gibiers, Élise Roussel-Garneau. Photo courtoisie

Première compétition de la saison à Rimouski

Récolte fructueuse pour les Barracudas

Les 22 nageurs des Barracudas de Gaspé, qui ont participé les 8 et 9 novembre à la première compétition de la saison de natation dans l'Est-du-Québec à Rimouski, sont revenus avec 56 médailles, dont 11 d'or durant la compétition.

Nelson Sergerie

En plus de ces nombreuses médailles, Gaspé a aussi remporté la bannière «Excellence» pour la saison 2024-2025 de l'Association régionale de natation. Ce titre récompense le club ayant le meilleur pointage par nageur.

Parmi les médaillés, notons chez les filles 10 ans et moins Ève Arsenault, qui a mis la main sur une médaille d'or, une d'argent et une de bronze, tandis que Raphaëlle Preston en a décroché cinq d'argent et une de bronze.

Chez les garçons de 10 ans et moins, Léo Leclerc a gagné quatre médailles, dont deux d'or, alors qu'Arthur Ouellet en a récolté six, dont une d'or. Dans la catégorie filles 11-12 ans, Corinne Côté est montée deux fois sur la deuxième marche du podium. Chez les garçons, Malik Jutras a remporté une médaille d'argent.

Ava Hung-Fournier (13-14 ans) a remporté trois médailles, dont une d'or, Aurélie Côté (15-16 ans) ramène trois médailles d'or et deux d'argent et Julien Côté (17 ans et plus) a cumulé quatre médailles, dont une d'or.

Honneurs individuels

Par ailleurs, sept nageurs se sont particulièrement démarqués en 2024-2025 en recevant des honneurs individuels et en se classant dans le



Vingt-deux athlètes des Barracudas ont participé à la compétition tenue à Rimouski. Photo courtoisie Barracudas de Gaspé

top quatre des meilleurs nageurs de l'Est-du-Québec.

Ava Hung-Fournier (11-12 ans) se classe troisième. Chez les 13-14 ans, Aurélie Côté a été nommée la meilleure nageuse et Madison Swan occupe le troisième rang.

Dans la catégorie 15-16 ans, Noémie Boucher occupe la quatrième position, Julien Côté a réussi la deuxième position et Éli Pelletier, la troisième.

Quant à elle, Virginie Côté a terminé troisième chez les nageuses de 17 ans et plus.

Le SOIR

Votre rendez-vous hebdomadaire ✓

Chaque semaine, nous partageons l'information locale avec vous.

Avec une approche engagée, humaine et sur le terrain.



Alexandre Tanguay prêt à s'impliquer



Le copropriétaire de l'Océanic de Rimouski, Alexandre Tanguay Photo Olivier Therriault

Alexandre Tanguay verrait d'un bon œil l'arrivée d'une équipe de hockey universitaire à Rimouski. Il se dit même prêt à s'impliquer, mais pas à porter le dossier ou à être partenaire majeur, ayant déjà fort à faire comme copropriétaire de l'Océanic.



Alexandre D'Astous
adastous@lesoir.ca

« Nous sommes toujours très impliqués au niveau sportif dans la région. L'Océanic occupe beaucoup de notre

temps. Le hockey universitaire vit un tremblement de terre cette année, avec la nouvelle réglementation qui a amené énormément de jeunes à aller jouer aux États-Unis. C'est un dossier dans lequel on aimerait collaborer. Voir un jour un joueur de l'Océanic jouer pour l'université de Rimouski, ce serait un parcours incroyable. Ce serait vraiment super, mais je crois que nous sommes encore loin de parler d'une équipe de hockey universitaire à Rimouski », commente Alexandre Tanguay, dont la famille se tient toujours proche de développement du



Un match de la Ligue de hockey universitaire D2 du Québec. Photo courtoisie Rocket Lavoie

Le problème de l'argent

Sans connaître les chiffres exacts, Alexandre Tanguay estime que le budget annuel d'une équipe universitaire au Québec est assez élevé. Il souligne que l'Université de Sherbrooke a reçu un important don de 6 M\$ du philanthrope et homme d'affaires Herbert Black pour intégrer le circuit D2 en 2026.

« Pour ce qui est de la famille Tanguay, ce n'est pas un dossier prioritaire. Nous en avons suffisamment avec l'Océanic pour assurer la pérennité à long terme du club junior à Rimouski. C'est déjà un bon défi et ça occupe beaucoup de notre temps. Si des gens lèvent la main pour amener une équipe universitaire à Rimouski, on va collaborer avec eux comme on collabore avec les équipes sportives de la région. Si on peut aider, c'est certain qu'on va avoir de l'écoute », précise Alexandre Tanguay.

Le RSEQ souhaite ardemment l'arrivée de l'UQAR

L'Université du Québec à Rimouski est toujours dans la mire du Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) pour intégrer ses activités en division 2.

Alexandre D'Astous

En avril dernier, sa direction précisait que les efforts étaient concentrés pour trouver le financement requis pour joindre le circuit universitaire du RSEQ à l'automne 2026.

En plus de l'utilisation du Complexe sportif Desjardins près de son

campus, l'UQAR offre un éventail de programmes d'études pour faciliter la venue de joueurs de qualité. La future formation du Nordet compterait aussi, dans sa propre cour, sur les Pionniers du Cégep de Rimouski, qui évoluent dans le hockey collégial division 2.

S'ils optent pour un programme proposé par l'UQAR, ces étudiants poursuivraient ainsi leur développement académique et sportif dans l'Est-du-Québec.

Plus de joueurs régionaux

« L'an prochain, Sherbrooke va faire son entrée. Le Collège militaire Royal démontre de l'intérêt, tout comme Rimouski. D'autres universités sont intéressées, mais je ne peux pas en dire plus pour le moment. Quand on regarde les alignements des Pionniers, il y a une augmentation du nombre de jeunes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Avec tout le hockey scolaire déjà existant, c'est certain qu'il y a de la place pour une équipe universitaire », affirme le responsable du hockey universitaire D2

au RSEQ et ex-entraîneur-chef des Voltigeurs de Drummondville, Dominic Ricard.

La Ligue universitaire D2 compte actuellement quatre équipes, soit l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université de l'Outaouais, Concordia et l'École de technologie supérieure (ETS) de Montréal. Il s'agit d'un circuit inférieur à la Ligue des sports universitaires de l'Ontario, qui accueille les Patriotes de l'Université du Québec à Trois-Rivières, les Redbirds de l'Université McGill et les Stingers de Concordia.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

L'attaquant domine le classement des pointeurs de l'équipe

Liam Lefebvre s'impose à sa saison recrue

C'est un joueur invité au camp d'entraînement de 2024, Liam Lefebvre, qui domine le classement des pointeurs de l'Océanic.



René Alary
ralary@lesoir.ca

Avant les deux matchs de la dernière fin de semaine, l'attaquant de 18 ans présentait un dossier de 8-8-16 en 17 parties. Il en a raté deux en raison d'une blessure. «J'ai toujours été un joueur avec des aptitudes offensives, de bonnes mains et un bon lancer. Je continue de m'en servir au niveau de la LHJMQ», a-t-il mentionné lors d'un point de presse.

Il connaît un départ prometteur. «Je continue d'en apprendre chaque jour avec les gars qui sont dans la ligue depuis trois ou quatre ans. Ils m'aident à vivre le quotidien d'un joueur junior.»

Son parcours dans le hockey est atypique. Il s'est amené à Rimouski après avoir reçu une invitation du directeur-gérant, Danny Dupont, qui l'a recruté alors qu'il évoluait chez nos voisins du sud. Il est le parfait exemple de l'effet positif des nouvelles règles d'admissibilité pour le réseau universitaire américain.

Direction États-Unis

«J'ai fait mon hockey mineur à Blainville après quoi, j'ai passé les trois dernières saisons dans un Prep



Liam Lefebvre prend un tir sur le gardien du Phoenix de Sherbrooke. FolioPhoto.net – Iften Redtjah

School (à Hartford et Pawling) aux États-Unis, ce qui m'a bien préparé pour la ligue ici. Mon plan était de jouer dans la NCAA et j'avais pris ce chemin-là. Quand la règle (NCAA / LCH) a changé en novembre de l'an dernier, j'étais déjà commis à l'Université du Vermont. Mais, le changement m'a permis de venir jouer des saisons dans le junior», explique-t-il.

Son retour au Québec s'est vite préparé. «J'ai signé avec l'Océanic quand la règle a changé, sinon je ne serais pas ici. Je ne regrette pas mon choix. Je suis très content, je me retrouve dans une organisation incroyable. Quand mon parcours junior sera terminé, ils m'attendent à l'Université, là-bas. Quand je serai prêt à y aller», fait-il savoir.

Il y a un certain questionnement sur

le moment où Lefebvre va quitter le hockey junior. Comme on a vu dans plusieurs cas dans la LCH, des joueurs accèdent à la NCAA à 18 ans (comme Gavin McKenna), d'autres à 19 (comme Justin Poirier), certains à 20 (comme Maël St-Denis) et la majorité à 21 ans (comme Jacob Mathieu).

Dans le cas de Lefebvre, son développement avec l'Océanic fera foi de tout. Le scénario le plus plausible serait de le voir jouer deux saisons complètes dans le circuit Cecchini. Bien qu'il soit «commis» à l'université pour 2026-2027. Un dossier à suivre.

Un espoir pour la LNH

En même temps, des recruteurs d'équipe de la Ligue nationale s'intéressent à lui. Il a d'ailleurs récemment pris part au match des espoirs de

la LHJMQ présenté à Sherbrooke. Il a alors obtenu une mention d'assistance sur les deux premiers buts d'Équipe Crosby marqués par Dylan Rozzi et Alexis Fortin. Lefebvre a obtenu le titre de joueur du match pour son équipe.

«J'ai parlé à une couple d'équipes jusqu'à présent en vue du processus d'entrevues pour le repêchage», fait-il savoir.

À 6 pieds 3 pouces et 197 livres, Lefebvre a le physique de l'emploi, celui d'un possible attaquant de puissance dans les rangs professionnels.



Éditrice :
Louise Ringuet

Directeur régional de l'information :
Olivier Therriault

Le SOIR
• La Côte-de-Gaspé • Rocher Percé

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Béland Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde

Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Daraiche
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux :
Francis Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

RS
RÉSEAU SÉLECT
PARTENAIRE PUBLIQUE

Publié par Publications Le Soir Inc
Impression : Québecor Média

Distribution : Messageries Dynamiques

29 210 total | 5 205 en point de dépôt

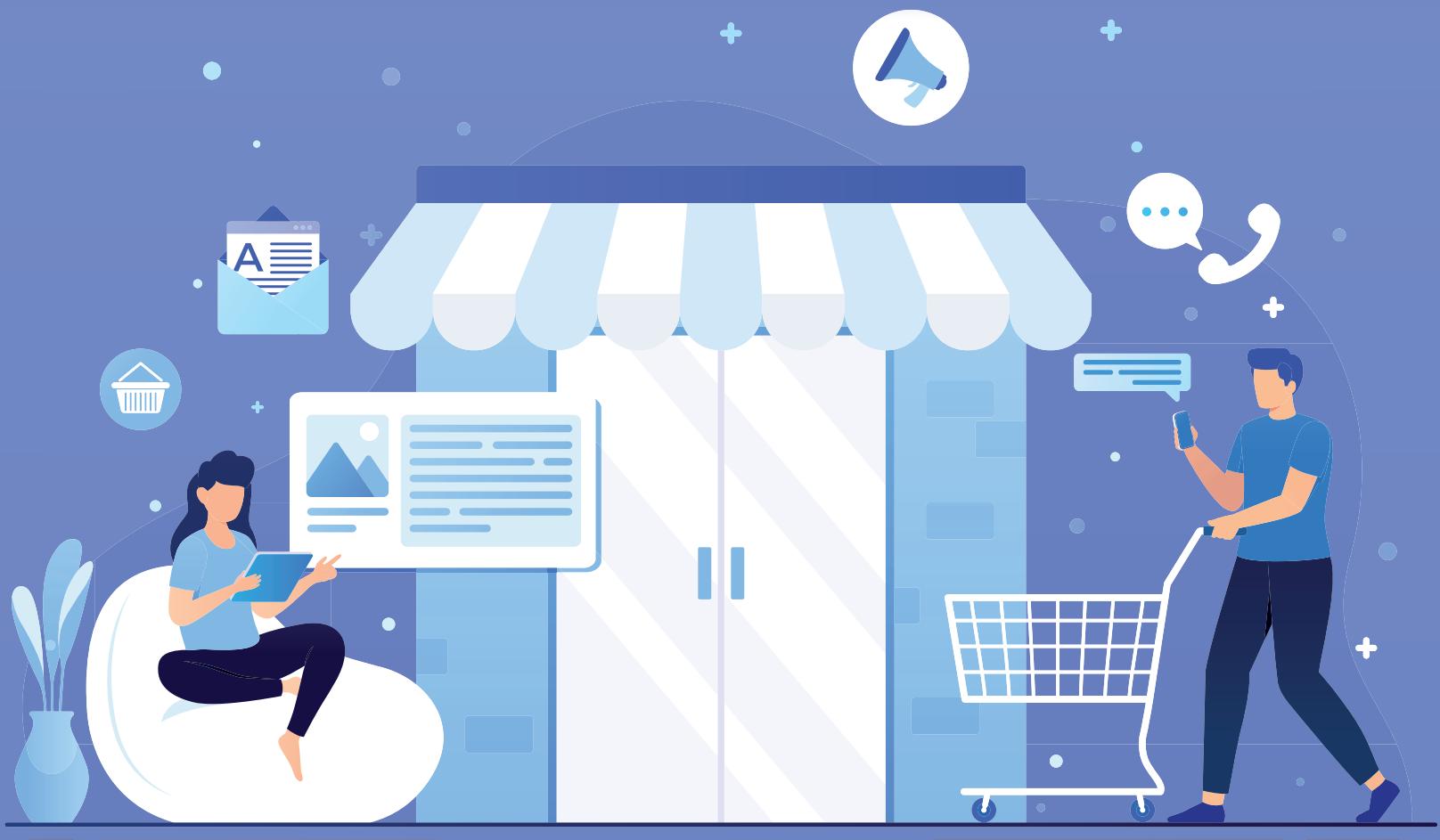
ISSN : 2562-0118 (imprimé)
ISSN : 2562-0126 (en ligne)

Nous reconnaissons
l'appui financier du
gouvernement du Canada

Canada Québec

NOUVEAU SERVICE !

NOUS AFFICHONS VOS PETITES ANNONCES À PETITS PRIX



CONTACTEZ-NOUS
fmimeault@lesoir.ca
581 805-9908 poste 3240

Le SOIR